

Les régressions sociales et les attaques contre la Démocratie ont été particulièrement nombreuses, notamment ces dix dernières années. Le Président de la République a changé, pas nos revendications !

Le vrai changement ... Il faudra l'imposer !

Le nouveau Président de la République s'est fait élire en promettant : « *le changement c'est maintenant* ». Au-delà du slogan, ce qui nous importe, c'est que les priorités s'inversent et que notre société ne soit plus organisée au profit d'une petite minorité qui s'enrichit toujours plus au détriment du plus grand nombre de la population. Mme Marisol Touraine, nouvelle ministre de la santé et des affaires sociales, doit prendre des mesures d'urgence dans la santé, le médico-social et le social, vu la casse organisée par l'ancien gouvernement,



Union syndicale
Solidaires

Sur la protection sociale

Le déficit de la sécurité sociale a été creusé, amplifié par la politique menée par la droite comme par la gauche sur les exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, les contrats aidés... cadeaux au patronat sous couvert de la lutte contre le chômage et pour favoriser la création d'emplois. Cette politique menée depuis les années 80 est un échec total mais Hollande se propose de la poursuivre. Particulièrement elle remet en cause les équilibres financiers de la protection sociale et sert de prétexte aux mesures de déremboursement, de franchises, de remise en cause des allocations chômage par exemple. Sur les retraites il propose un départ possible à 60 ans mais avec 41 annuités.

Pour SUD Santé Sociaux il faut

- ***Une reconquête de la Sécurité Sociale, l'arrêt des exonérations des cotisations sociales, un retour à la gestion par les salariés avec l'abrogation des ordonnances Juppé.***

- ***L'annulation des contre-réformes des retraites dont la décote, double peine pour les carrières incomplètes, qui pénalise en premier lieu les femmes.***

Sur la Santé

Le plan hôpital 2007, la loi Hôpital Patients Santé Territoires (HPST) entre autres, ont organisé la mise à mal de la santé publique et privée non lucrative. Les ARH puis les ARS ont été les outils de la gestion comptable et de la privatisation, maîtrisant l'octroi de budgets insuffisants, surveillant la gestion en imposant une rentabilité des activités et disposant d'un droit de vie ou de mort sur les établissements.

La Tarification à l'activité (T2A) a creusé les déficits des établissements hospitaliers publics et privés non lucratif entraînant des restructurations, des fermetures créant des déserts médicaux.

Les déremboursements, les franchises médicales, les dépassements d'honoraires ont remis en cause l'accès aux soins pour plus de 20% de la population.

Malheureusement Mme Touraine ne parle seulement que d'encadrer les dépassements d'honoraires, d'ajuster la loi HPST et maintenir les ARS.

Pour SUD Santé Sociaux c'est insuffisant, il faut :

- ***Restaurer le droit à la santé pour tous par des mesures immédiates supprimant les déremboursements, forfaits hospitaliers et autres franchises:***

Nous voulons un accès aux soins gratuits, solidaires et égalitaires.

- ***L'abrogation de la loi HPST dite loi Bachelot qui détruit notre service de santé publique***

- ***un moratoire immédiat des fermetures d'hôpitaux et des restructurations. La réouverture des centres d'IVG.***

Sur le médico-social et le social

Les lois 2002-2 et 2005, qui semblent donner des droits aux usagers, organisent

la marchandisation de ces secteurs avec la mise en concurrence des établissements et la mise en place des appels d'offre. Là encore seule la logique comptable prime. Sur le secteur social, il y a un manque de moyens tant financiers qu'humains.

Pour SUD il faut :

- **Des moyens nécessaires pour les associations qui assurent le lien social et la suppression des appels d'offres qui imposent partout le moins disant au préjudice des usagers et des personnels.**
- **Une action sociale au service des populations et des territoires.**

Sur les salaires, les effectifs

Sarkozy a utilisé la « crise financière » pour justifier des mesures d'austérité qui ont creusé les inégalités salariales, augmenté le chômage surtout celui des seniors et des jeunes (taux le plus important en Europe) et favorisé la suppression d'emplois de fonctionnaires au mépris de la qualité du service rendu.

Le gouvernement actuel n'est guère plus rassurant.

Sur les salaires, il invoque les contraintes financières. Sur les effectifs, Hollande ne dénonce pas les suppressions d'emplois antérieurs à l'exception des secteurs de la justice et de la police. Il propose des créations d'emplois dans l'Education Nationale c'est bien, mais il le fait à effectifs constants. Ce qui veut dire des réductions drastiques de personnels dans d'autres services publics, le secteur hospitalier ?

SUD Santé Sociaux revendique :

- **L'augmentation immédiate du SMIC et des bas salaires, + 300 Euros net pour tous.**
- **L'amélioration les déroulements de carrières.**
- **La création d'emplois stables. Tous les emplois permanents doivent être occupés par des titulaires dans le public et des CDI dans le privé.**



Sur les conventions collectives et les statuts

Les attaques sur la Fonction Publique ont aussi porté sur le statut des personnels, remise en cause du caractère national du statut, mépris des instances et instauration d'une prime de résultat.

Les conventions collectives de nos secteurs ont été attaquées, dénoncées avec la complicité des pouvoirs publics, le ministère servant de médiateur dans les négociations.

SUD Santé Sociaux défend :

- **Le statut de la Fonction Publique Hospitalière et dans l'immédiat la suppression de la prime de fonction et de résultat qui individualise les salaires et les déroulements de carrière,**
- **L'abrogation des ordres professionnels**
- **L'amélioration des conventions collectives mises à mal par les patrons de notre secteur, pour construire une convention collective commune de haut niveau.**

Sur les droits fondamentaux, les libertés individuelles

Comme ministre de l'intérieur puis comme président, Sarkozy a créé une vingtaine de lois sécuritaires qui criminalisent l'action collective et syndicale, stigmatisent et fichent des pans entiers de la population, les jeunes, les pauvres, les SDF, les personnes atteintes de troubles psychiatriques, les étrangers...

Ces lois sont indignes d'une Démocratie. SUD Santé Sociaux exige l'abrogation de ces lois et la suppression des fichiers.

Après, comme avant les élections, il nous faudra agir, nous organiser et revendiquer !

Les institutions financières font déjà pression pour que rien ne change et que l'austérité généralisée soit le seul horizon pour les années à venir.

Le programme du nouveau gouvernement n'est pas suffisant.

Seule une forte mobilisation sociale pourra imposer nos revendications pour gagner de nouveaux droits.

SUD Santé Sociaux agira partout pour créer les conditions du vrai changement.